

# Mort d'un enseignant-chercheur guinéen près de Rouen : la garde à vue du suspect levée - Faits Divers

4-5 minutes

---

L'enquête avance rapidement. La Sûreté départementale de Rouen a interpellé et placé en garde à vue, lundi 22 juillet 2019, à 9 h 30, un homme suspecté d'être l'auteur de [l'agression mortelle sur Mamoudou Barry](#), un jeune docteur en droit de l'université de Rouen, d'origine guinéenne. Pour des raisons médicales, la garde à vue du suspect a été levée. Il a été hospitalisé. Une information confirmée par le procureur de la République de Rouen, Pascal Prache.

L'homme interpellé, âgé de 29 ans, est déjà connu des services de police pour des infractions à la législation aux stupéfiants. Il souffre de troubles psychiatriques. Originaire de Canteleu et de nationalité turque, il vit dans l'agglomération de Rouen. « *C'est un petit voyou connu pour des délits mineurs, comme de stupéfiants* », a indiqué une autre source policière. « *Il a été identifié sur la base de l'exploitation de vidéos et de témoignages* », a ajouté cette source.

## **Il s'agit « clairement d'une agression à caractère raciste »**

Mamoudou Barry a été agressé [dans la soirée du vendredi 19 juillet, à Canteleu](#), dans la banlieue ouest de Rouen. Les faits se sont produits devant son épouse. Le jeune enseignant-chercheur de 31 ans aurait été insulté avant d'être frappé. Pris en charge par les services d'urgences, il est décédé samedi matin.

Au cours du week-end, l'avocat de la femme de Mamoudou Barry,

Me Jonas Haddad, expliquait qu'il s'agit « *clairement d'une agression à caractère raciste. Lorsque l'agresseur a porté les coups, qui ont provoqué la mort, il a dit qu'il le faisait en raison de la couleur de peau de la victime.* » A ce stade de l'enquête, rien ne permet de dire que cette agression est en lien avec la finale de la coupe d'Afrique des nations (CAN) disputée vendredi soir. Selon une source policière, le suspect portait «*un maillot du club turc de Galatasaray*» au moment des faits, qui ont eu lieu vers 20h20, peu avant la finale de la CAN entre l'Algérie et le Sénégal.

Mamoudou Barry forçait, par son travail, l'admiration de ses collègues et de ses étudiants

La mort de Mamoudou Barry a provoqué une très grande émotion, à l'université de Rouen comme en Guinée, où le docteur en droit enseignait aussi. « *Mamoudou Barry forçait, par son travail, l'admiration de ses collègues et de ses étudiants* », soulignait au cours du week-end le président de l'université de Rouen, Joël Alexandre.

La classe politique s'est également rapidement emparée de cette affaire dramatique. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, assurait dans un message posté sur Twitter, dimanche, que « *tout est mis en œuvre pour identifier et interpellier l'auteur de l'agression qui a coûté la vie à Mamoudou Barry. Il appartiendra à la Justice de faire toute la lumière sur cet acte odieux. Mes premières pensées vont à ses proches dont je partage l'émotion et l'indignation* ».

### **Nombreuses réactions parmi la communauté internationale**

Lundi, le président guinéen, Alpha Condé, s'est déclaré « *très touché* ». « *Le gouvernement guinéen suit de très près l'évolution des enquêtes diligentées par les autorités françaises* », indique un communiqué de la présidence, en précisant que le chef de l'Etat «*s'entretiendra avec l'ambassadeur de France en Guinée pour la suite à donner* ».

L'ex-Premier ministre guinéen et opposant Sidya Touré s'est lui

aussi dit « *très peiné par la mort du jeune enseignant Mamoudou Barry dans des*

*conditions aussi tragiques* ». A Dakar, le président sénégalais Macky Sall a condamné sur Twitter un « *crime odieux* ».

Dans un communiqué, SOS Racisme a demandé que « *toute la lumière* » soit faite, estimant qu'« *il flotte sur cet acte criminel un parfum de racisme sur*

*lequel les services enquêteurs doivent rapidement se prononcer* ».

### **Une marche blanche organisée vendredi 26 juillet**

Mamoudou Barry avait 31 ans. Marié et père d'une fillette de deux ans, il venait de soutenir sa thèse consacrée sur les politiques fiscales et douanières en matière d'investissements étrangers en Afrique francophone. A l'initiative de ses proches, une marche blanche doit être organisée vendredi 26 juillet.